

RÉFÉRENDUM DE MAI 2005

Après le vote : les médias dominants désavoués

Des acteurs du « déficit démocratique » qu'ils prétendent observer contrariés par la victoire démocratique qu'ils déplorent.

Les électeurs se sont donc prononcés majoritairement contre le Traité constitutionnel européen. Et il s'agit d'un désaveu majoritaire infligé à toutes les institutions qui se sont mobilisées en faveur de l'adoption de ce Traité. Les commentaires politiques et éditoriaux du soir du scrutin et du lendemain ont, comme il fallait s'y attendre, brodé sur ce thème. Nous y reviendrons.

Mais on a beau réajuster ses lunettes et tendre l'oreille, on ne lit, voit et entend rien qui vienne remettre en question la débâcle des médias dominants. C'est sûr : tous les chroniqueurs et éditorialistes, donneurs de leçon à tous vents et spécialistes de l'autocritique des autres, ne vont pas tarder à s'interroger sur leur implication et sur celles des médias qu'ils orientent. Mais ce sera pour un autre jour, peut-être. Et, si cela advient, ce sera, une fois de plus, après avoir (éventuellement) reconnu quelques erreurs vénielles, pour n'en tirer aucune conséquence.

Pourtant, parmi les leçons de ce scrutin, il en est une au moins qui devrait retenir l'attention : les médias dominants sont partie prenante de la crise politique et sociale qu'ils prétendent observer.

Quand les médias, pris dans leur ensemble, s'expriment à plusieurs voix certes, mais dans le même sens, ils sont les acteurs d'un pluralisme anémié et d'une démocratie mutilée.

Nul ne conteste la liberté d'expression des prescripteurs d'opinion pris un à un, bien que les nuances qui les distinguent n'affectent guère leur consensus. Mais comment ne pas constater que, pris dans leur grande majorité, ils détiennent un

quasi-monopole qui s'exerce au mépris du débat démocratique dont ils se croient les tenanciers ?

Le « déficit démocratique », comme on dit, qui affecte la représentation politique et partisane s'étend aux médias dominants eux-mêmes, dans la mesure où leurs formes d'appropriation et de financement, leurs hiérarchies rédactionnelles et leurs orientations éditoriales contribuent à les transformer en instruments de campagnes politiques à contresens de la volonté populaire.

La perte croissante de crédibilité qui affecte les médias et les journalistes n'est pas le produit de l'ingratitude des citoyens, mais la conséquence, notamment, d'un véritable déni de diversité effective.

Si le secteur public de l'audiovisuel est le premier concerné, il n'est pas le seul : le « décalage » (pour utiliser un terme pudique) entre, d'une part, un espace médiatique livré à une domination pratiquement sans partage des tenants du libéralisme, plus ou moins social, et, d'autre part, la diversité sociale, culturelle et politique de leurs publics, crève les yeux du plus grand nombre.

A l'exception, apparemment, de la plupart des chroniqueurs et responsables des médias qui tiennent leur domination pour légitime parce qu'ils ne cessent de proclamer qu'ils sont eux-mêmes des incarnation de la Raison. On comprend que parvenus au comble de l'arrogance, ils attribuent la victoire du « non » à l'ignorance (à quand l'instauration d'un permis de « bien » voter ?), à la bêtise voire au « populisme » d'une partie de leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. On comprend aussi que, bénéficiaires de la domination exercée par l'ordre médiatique qu'ils servent, ils ne soient guère enclins à le remettre en question.

La campagne référendaire le confirme : d'autres médias sont nécessaires. L'ampleur de la contestation populaire enregistrée par le résultat du vote le montre : d'autres médias sont possibles. Tel est le défi que les forces antilibérales doivent relever. C'est une question politique qu'aucune critique conséquente de la contre révolution libérale et des médias qui s'en font les propagandistes ne saurait éluder.

Henri Maler

Publié le 30 mai 2005